

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.....	3
1. — De l'impossibilité juridique de constituer un trust anglo-saxon sous l'empire de la loi française..	5
2. — Les actes de juridiction gracieuse en droit Inter- national privé.....	23
CHAPITRE II. — NATIONALITÉ .....	43
A. — GÉNÉRALITÉS .....	45
3. — Note sous Cour d'appel de Rabat (1 <sup>re</sup> Ch.), 30 no- vembre 1948 et Cour de cassation (Ch. civ., Sect. civ.), 24 mai 1949.....	45
B. — ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ.....	58
4. — Note sous Cour de cassation (Ch. civ., Sect. civ.), 22 juin 1948.....	58
5. — Note sous Cour d'appel de Rabat, 23 novembre 1948 .....	66
6. — Note sous Tribunal de Sarreguemines, 22 juin 1948 .....	70
C. — PERTE DE LA NATIONALITÉ.....	82
7. — Note sous Tribunal civil de Mascara, 3 novembre 1948 .....	82
CHAPITRE III. — CONFLITS DE LOIS.....	85
A. — L'APPLICATION DE LA LOI ÉTRANGÈRE PAR LE JUGE FRANÇAIS.....	87
8. — L'office du juge et la loi étrangère.....	87

I. — LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OFFICE DU JUGE.	89
A. — <i>La répartition des tâches procédurales entre le juge et les parties</i> .....	89
1. L'allégation .....	90
2. La preuve .....	99
B. — <i>Les conditions de la légalité des jugements</i> ....	102
1. Le caractère juridiquement exact du jugement. ....	102
2. Le caractère juridiquement suffisant du jugement .....	104
II. — LA CONDITION DE LA LOI ÉTRANGÈRE .....	106
A. — <i>La répartition des tâches procédurales entre le juge et les parties</i> .....	107
1. L'allégation .....	107
2. La preuve .....	115
B. — <i>Les conditions de la légalité des jugements</i> ....	119
1. Le caractère juridiquement exact du jugement. ....	119
2. Le caractère juridiquement suffisant du jugement .....	123
9. — <b>L'évolution récente de la condition de la loi étrangère en France</b> .....	125
I. — LA MISE EN JEU DE LA LOI ÉTRANGÈRE .....	126
II. — L'ÉTABLISSEMENT DU CONTENU DE LA LOI ÉTRANGÈRE .....	135
III. — LE CONTRÔLE DE LA COUR DE CASSATION .....	140
10. — <b>Note sous Cour de cassation (1<sup>re</sup> Sect. civ.), 8 décembre 1953</b> .....	154
11. — <b>Note sous Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 12 mai 1959</b> .....	168
B. — FAMILLE .....	177
1. Filiation .....	177
12. — <b>Note sous Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ., Sect. civ.), 5 décembre 1949</b> .....	177
13. — <b>Note sous Cour d'appel de Rabat, 9 mai 1950</b> ...	188
2. Régime matrimonial .....	195
14. — <b>Note sous Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 15 mai 1963</b> .....	195
3. Divorce .....	205
15. <b>Note sous Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> Ch.), 28 juin 1950</b> .....	205
16. — <b>Note sous Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 15 mai 1963</b> .....	215

C. — SPOILIATIONS.....	239
17. — Note sous Cour d'appel de Paris (4 <sup>e</sup> Ch.), 29 octobre 1949.....	239
18. — Note sous Tribunal civil de la Seine (1 <sup>re</sup> Ch.) 24 février 1949.....	250
19. — Note sous Cour d'appel de Colmar (1 <sup>re</sup> Ch.), 9 novembre 1949.....	257
20. — Note sous Cour supérieure pour les restitutions de Restatt, 15 février 1952.....	266
D. — CONTRAT.....	281
21. — Note sous Cour de cassation (Ch. civ.), 24 avril 1952.....	281
22. — Note sous Cour d'appel de Paris (3 <sup>e</sup> Ch.), 16 juillet 1952.....	289
CHAPITRE IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.....	299
A. — COMPÉTENCE.....	301
23. — Note sous Cour de cassation (1 <sup>re</sup> Ch. civ.), 27 janvier 1969.....	301
24. — Note sous Cour d'appel de Paris (1 <sup>re</sup> Ch. suppl.), 27 janvier 1955.....	311
B. — EXÉQUATUR.....	328
25. — Note sous Cour d'appel de Paris (1 <sup>re</sup> Ch.), 10 novembre 1952.....	328
26. — Note sous Cour de cassation (1 <sup>re</sup> Ch. civ., Sect. civ.), 14 décembre 1954.....	335
27. — Note sous Cour d'appel de Paris (1 <sup>re</sup> Ch.), 21 octobre 1955.....	344
28. — Note sous Cour de cassation (Ch. civ., 1 <sup>re</sup> Sect. civ.), 25 mai 1956 et Tribunal civil de la Seine (5 <sup>e</sup> Ch.), 17 juin 1957.....	352
29. — Note sous Tribunal civil de la Seine, 3 janvier 1958.....	359
30. — Note sous Cour de cassation (Ch. civ., 1 <sup>re</sup> Sect.), 11 juillet 1961 (2 arrêts).....	367